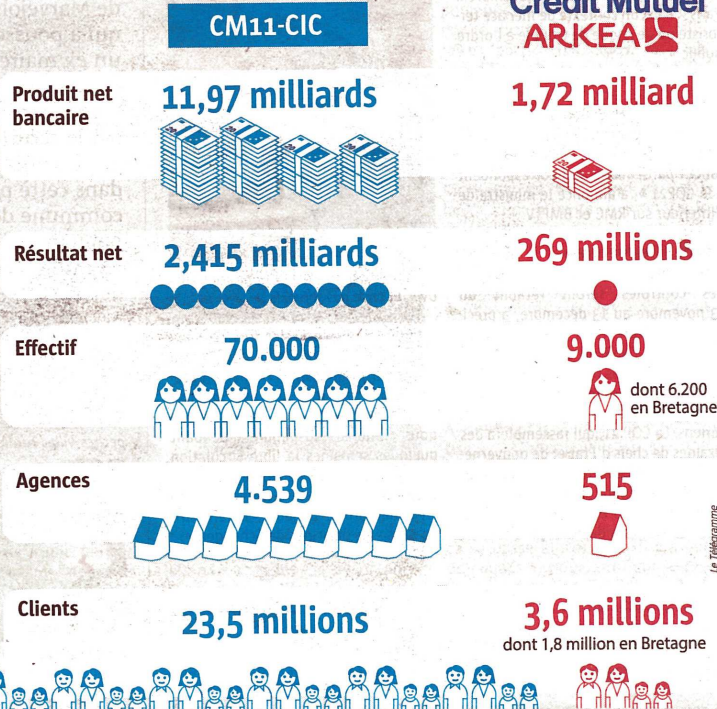


Crédit mutuel. Les Bretons vent debout

Frédérique Le Gall

À la faveur des élections régionales, le conflit interne qui oppose le Crédit mutuel Arkéa au CM11-CIC, son puissant cousin de Strasbourg, a quitté les salons feutrés pour éclater au grand jour. Dans une unanimité quasi parfaite, le monde politique et économique breton apporte son soutien à la banque pour qu'elle conserve son autonomie et sa gouvernance bretonne. Un enjeu primordial pour les 6.200 salariés bretons.

Le rapport de force



Un enracinement breton

Avec 9.000 salariés, dont 6.200 en Bretagne, le Crédit mutuel Arkéa est le troisième employeur privé breton.

Le groupe bancaire breton travaille avec 1.600 entreprises de la région. Ainsi, deux emplois au Crédit mutuel Arkéa génèrent un emploi induit.

Parallèlement, le CM Arkéa a renforcé sa présence dans l'économie locale, via des partenariats mais aussi des entrées au capital de grands groupes bretons (Groupe Le Graët, Galapagos, Sermetta, Piriou...).

Le soutien économique et politique

Les CCI de Brest et de Bretagne soutiennent la banque bretonne dans sa démarche depuis le début. « Le Crédit mutuel Arkéa est la seule banque d'envergure nationale dont le siège se situe en Bretagne, ainsi que ceux de la majorité de ses filiales, et elle doit y conserver toute sa place », déclarait Alain Daher, le président de la CCI Bretagne, en octobre 2014.

À Brest, François Cuillandre, le président de Brest métropole et maire de la ville, et Frank Bellion, président de la CCI brestoise, ont récemment interpellé Michel Sapin, ministre des Finances, dans un courrier commun. Hier, l'Association des maires et présidents de communautés de communes du Finistère a indiqué, dans un communiqué, « soutenir les recours engagés » par le CM-Arkéa. L'AMF 29 « souhaite que le changement de statut voté le 14 octobre dernier par la Confédération du Crédit Mutuel ne soit pas confirmé par l'agrément du ministre des Finances ».

1. Que se passe-t-il au Crédit mutuel ? Une grave crise interne qui ne date pas d'aujourd'hui mais qui révèle le manque d'unité au sein de la Banque. Le conflit oppose deux groupes autonomes et concurrents sur l'ensemble de leurs métiers, ce qui est une exception dans le paysage mutualiste bancaire. Il y a, d'un côté, les trois fédérations du Crédit mutuel Arkéa (Bretagne, Sud-Ouest et Massif Central) dont le siège est au Relecq-Kerhuon, près de Brest, et, de l'autre, le CM11-CIC, basé à Strasbourg qui regroupe onze fédérations. Ce conflit met aux prises deux Bretons, aussi déterminés l'un que l'autre. Jean-Pierre Denis, président du CM Arkéa, et Michel Lucas, président du CM11-CIC et de la Confédération nationale du Crédit Mutuel (CNCM), l'organe central du groupe bancaire. Michel Lucas vient d'être réélu, à 76 ans, président de cette puissante structure pour cinq ans.

2. Que veulent les Bretons ? Fort de ses très bons résultats et de sa place sur l'échiquier des banques européennes, le CM Arkéa veut faire reconnaître son autonomie et se libérer de « la tutelle » de la Confédération nationale qu'il accuse d'être l'émulation du CM11-CIC, son concurrent direct en Bretagne avec son réseau d'agences CIC. Au plan national, les deux banques ont développé également un réseau de filiales qui se font concurrence : Fortuneo et Monabank sur la banque en ligne, Financo et Cofidis sur le crédit consommation, Suravenir et Assurances Crédit mutuel pour les assurances... Même à l'international, les

deux banques se livrent à une bataille sans merci.

Quelle que soit l'issue de ce bras de fer, le groupe breton, qui plaide pour un organe central « neutre et impartial », n'entend surtout pas abandonner la marque Crédit mutuel, à la notoriété de laquelle il estime avoir très largement contribué. C'est tout l'enjeu de ce dossier car Michel Lucas ne semble vraiment pas l'entendre de cette oreille.

3. Quelles actions le CM Arkéa a-t-il menées ? Le CM Arkéa a porté son combat sur le terrain judiciaire. Pointant de « graves irrégularités », il a porté plainte auprès du procureur de Paris pour conflit d'intérêt et prise illégale d'intérêts et il a saisi l'autorité de la concurrence. Sous la pression de la Banque centrale européenne, son nouveau superviseur, la Confédération nationale a été, de fait, conduite à faire évoluer sa gouvernance, quittant son statut d'association pour devenir un établissement de crédit. Le processus est lancé mais le groupe breton dénonce un passage en force et s'y oppose. Parce que cette réforme ne règle en rien les conflits d'intérêt qu'il a pointés ; au contraire, elle accentuerait la main-mise du CM11-CIC sur l'organe central et aboutirait à une centralisation du Crédit mutuel.

Il ne manque plus aujourd'hui qu'un tampon ministériel pour que la réforme soit engagée. Les Bretons espèrent vivement que Michel Sapin attendra que la Justice se prononce avant de donner son feu vert.

4. Quelles conséquences pour la Bretagne ?

La perte de son autonomie, c'est la grande crainte du groupe breton qui redoute de ne plus avoir les coudées franches dans ses décisions : investissements, limites d'engagement, ressources humaines...

Pour défendre la conservation du centre de décision du CM Arkéa en Bretagne, la direction bretonne peut compter sur les syndicats de la maison. « Nous restons vigilants sur les évolutions en cours qui tendent malheureusement à faire du Crédit mutuel une banque comme les autres », estime Christelle Guern, déléguée CGT. Le syndicat CFDT, tout en précisant qu'il n'est ni l'ami, ni l'ennemi d'aucun des dirigeants mutualistes, évoque, quant à lui, « la vassalisation » par Michel Lucas des 18 fédérations. Dans un tract, la CFDT énumère les conséquences concrètes d'une perte d'autonomie : la main-mise du CM11-CIC sur l'informatique, des restructurations avec menaces sur les filiales (Fortuneo, Financo, Suravenir...). Il évoque enfin l'inévitable resserrage du maillage territorial des agences. La CFDT dit clairement qu'elle préfère que ce travail soit piloté depuis Brest, Bordeaux ou Clermont plutôt que depuis Paris ou Strasbourg. Au plan national, le syndicalisme n'est pas du tout sur la même longueur d'onde. La CGT parle même de mascarade. « Jean-Pierre Denis agit des chiffons rouges qui n'existent pas. Le CM11 a-t-il vraiment besoin de manger la Bretagne pour faire son beurre ? S'il avait dû le faire, il l'aurait déjà fait », s'énervent son délégué Jérôme Beaugé.

Quand les politiques s'emparent du dossier

« Pas touche à notre Crédit mutuel Arkéa » : c'est le cri du cœur du monde économique et politique régional qui s'est levé comme un seul homme pour apporter son soutien à la banque dans sa démarche d'émancipation. On se croirait presque du temps des Bonnets Rouges quand ils étaient en croisade contre l'écotaxe. Pas surprenant, un fleuron de notre économie bretonne qui est menacé de délocalisation, voilà un sujet en or pour les candidats aux régionales. Ils se sont tous manifestés pour exprimer leur solidarité ou leur émoi. Tous sauf Jean-Yves Le Drian. En tant que membre d'un gouvernement qui ne veut pas trancher, le candidat à la présidence de la Région est bien embarrassé de donner sa position. Il pourrait la dévoiler la semaine prochaine. En attendant, selon une indiscretion, il a déjeuné hier avec Jean-Pierre

Denis.

Épine dorsale

Marc Le Fur, chef de file des Républicains, a parfaitement su saisir l'opportunité de ce silence radio gouvernemental pour se porter au secours de l'établissement breton et de ses 6.200 salariés. Il est monté très vite au créneau, définissant le secteur bancaire mutualiste breton comme « l'épine dorsale du financement de l'économie bretonne ». « Ces banques mutualistes ne jouent leur rôle de proximité que parce que leurs centres de décision sont en Bretagne », a-t-il écrit au ministre des Finances Michel Sapin, avant d'interpeller le ministre de l'Économie Emmanuel Macron à l'Assemblée nationale.

Christian Troadec, tête de liste « Oui à la Bre-

tagne », s'est inquiété, lui aussi, des risques de délocalisation du CMB Arkéa. Il parle d'un « hold-up en col blanc » au profit du groupe de l'Est et s'émue du « silence troublant des ministres bretons ».

Le Front de gauche a réagi également. Il redoute que l'emploi soit la victime collatérale de cette restructuration bancaire et ajoute qu'il est temps « que les sociétaires reprennent le pouvoir afin de redonner tout leur sens aux véritables valeurs mutualistes ». Pour Gilles Pennelle, tête de liste du Front national, « on a besoin de conserver une banque mutualiste en phase avec les réalités économiques locales et à l'écoute de nos entrepreneurs ». Enfin, l'écologiste René Louail fait de l'avenir du CM Arkéa un dossier prioritaire. « La Région doit agir pour contrer cette restructuration infernale. »